

Dossier : 5107 (E)

**Arrêté préfectoral n° DUPA -2024 - 1333
du 27 SEP. 2024**

**mettant en demeure la société France Télévisions de respecter la
réglementation applicable à une installation classée pour la protection de
l'environnement 7 esplanade Henri de France à Paris 15^{ème}
et imposant des mesures d'urgence**

Le préfet de Police,

VU le code de l'environnement, en particulier son article L.512-20 ;

VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la déclaration d'existence, effectuée le 8 juillet 2005, par la société France Télévisions dont le siège social est situé 7 esplanade Henri de France à Paris 15^{ème}, de six tours aéroréfrigérantes (TAR) implantées dans l'immeuble à l'adresse précitée, installations classées relevant de la rubrique susvisée ;

VU le compte-rendu de l'inspection des installations classées en date du 25 septembre 2024 consécutif à la visite effectuée le 23 septembre 2024 de l'installation précitée ;

CONSIDERANT la découverte par les autorités sanitaires de cas groupés de légionelloses dans le 15^{ème} arrondissement de Paris qui a mené à des vérifications des conditions d'exploitation des TAR dans le secteur concerné ;

CONSIDERANT qu'une concentration de 536 310 UFC/L en légionella pneumophila a été détectée dans le circuit d'eau des tours aéroréfrigérantes n° 5 à 8 à la suite d'une analyse d'un prélèvement réalisé par la société EUROFINS le 09 septembre 2024 ;

CONSIDERANT qu'une concentration de 650 000 UFC/L en légionella pneumophila a été détectée dans le circuit d'eau des tours aéroréfrigérantes n° 5 à 8 à la suite d'une analyse d'un prélèvement réalisé par la société CERALIM le 10 septembre 2024 ;

CONSIDERANT qu'à la suite de la transmission par la société CERALIM des résultats des analyses, l'exploitant a procédé à l'arrêt des TAR le 16 septembre 2024 ;

CONSIDERANT que le stérotype des légionelles détectées dans les installations de France Télévisions est identique à celui des légionelles prélevées sur les malades des cas groupés de légionellose du 15^{ème} arrondissement ;

CONSIDERANT que lors de la visite d'inspection du 23 septembre 2024, plusieurs dysfonctionnements ont été constatés :

- les tours aéroréfrigérantes n° 5 à 8 étaient en travaux depuis le 15 septembre 2023, et ont été remises en fonctionnement avant la réception des travaux réalisés ;
- un incendie s'est produit le 20 septembre 2024 sur les tours aéroréfrigérantes n° 7 et 8 à cause d'un problème électrique ;
- le circuit d'eau des tours aéroréfrigérantes n° 5 à 8 a été modifié avec la création de bras-mort et le déplacement au cœur du circuit d'eau d'un filtre à sable initialement situé en bout de circuit ;
- la modification non justifiée de la stratégie de traitement ;
- l'absence de nouvelle analyse des risques des tours aéroréfrigérantes n° 5 à 8 ;
- l'absence d'actualisation du plan d'entretien et de surveillance à la suite des différentes modifications susmentionnées sur les tours aéroréfrigérantes n° 5 à 8.

CONSIDERANT dès lors, que les TAR n°5 à 8 fonctionnent en mode dégradé depuis le 24 juin 2024, et sont placées sans surveillance quotidienne de l'exploitant ;

CONSIDERANT dans ces conditions, que l'exploitation des tours aéroréfrigérantes n° 5 à 8 présente des risques graves et immédiats pour la santé publique (contamination des populations par la légionellose) ;

CONSIDERANT que les tours aéroréfrigérantes n° 5 à 8 doivent par conséquent être vidangées, nettoyées et désinfectées et qu'elles ne peuvent être remises en eau que sous surveillance renforcée et après mise à jour de l'analyse méthodique des risques (AMR) et mise en œuvre de ses conclusions, afin de supprimer les causes de prolifération de légionelles.

SUR proposition du directeur des usagers et des polices administratives,

ARRÊTE

La société **France Télévisions**, dont le siège social est situé 7 esplanade Henri de France à Paris 15^{ème}, ci-après dénommée « l'exploitant », est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé et les dispositions du présent arrêté.

Article 1^{er}: Vidange, nettoyage et désinfection des tours aéroréfrigérantes n° 5 à 8

Dès la notification du présent arrêté, les tours aéroréfrigérantes n° 5 à 8 doivent être vidangées, nettoyées et désinfectées au sens de l'article 26 de l'arrêté du 14 décembre 2013 susvisé.

Article 2: Actualisation des documents d'exploitation

Dès la notification du présent arrêté, l'exploitant doit :

- rechercher les causes de la prolifération des légionelles dans son installation en réalisant une analyse méthodique des risques (AMR) conforme aux dispositions de l'arrêté du 14 décembre 2013 susvisé ;
- actualiser son plan d'entretien et de maintenance journalière en y ajoutant les actions correctives préconisées par l'AMR, sous la forme d'un plan d'action avec un tableau de suivi des actions correctives ;
- mettre en œuvre la stratégie de traitement définie dans l'AMR ;
- mettre en œuvre un plan de surveillance avec les indicateurs de qualité physico-chimiques de l'eau d'appoint et du circuit ;

- mettre à jour le carnet sanitaire ;
- réaliser un contrôle de conformité des installations électriques des tours aéroréfrigérantes n° 5 à 8 ;
- mettre en œuvre, le cas échéant, un plan d'action pour lever les non-conformités relevées lors du contrôle des installations électriques.

L'exploitant doit transmettre à la Préfecture de Police et à l'inspection des installations classées les justificatifs du respect des dispositions prévues au présent article.

Article 3 : Remise en eau

La remise en eau des tours aéroréfrigérantes n° 5 à 8 est conditionnée au respect des dispositions présentées à l'article 2 et des prescriptions suivantes :

- suppression des bras-morts ;
- déplacement du filtre à sable du circuit d'eau des tours aéroréfrigérantes n° 5 à 8.

Le redémarrage des tours aéroréfrigérantes n° 5 à 8 est soumis à une décision favorable explicite du préfet de Police.

Pendant au moins deux mois après la remise en service, les analyses de légionelles sont réalisées à une fréquence hebdomadaire.

Article 4:

Dans le cas où l'une des obligations prévues par le présent arrêté préfectoral ne serait pas satisfaite, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du code de l'environnement.

Article 5:

Le présent arrêté peut faire l'objet de recours cités en annexe.

Article 6:

Le présent arrêté et son annexe sont consultables sur le site de la préfecture de Police : www.prefecturedepolice.interieur.gouv.fr

Article 7:

Le directeur des usagers et des polices administratives, le directeur de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne et les inspecteurs de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à la date de sa notification.

Pour le préfet de Police
et par délégation,

La Sous-Directrice des Polices Sanitaires,
Environnementales et de Sécurité

Cécile GUILHEM

Annexe à l'arrêté préfectoral n° DUPA-2024- 1333

du 27 SEP. 2024

Voies et Délais de recours

1 - Si vous estimez devoir contester la présente décision, il vous est possible dans un délai de 2 mois à compter de la date de la notification :

- de saisir d'un **recours gracieux**
le Préfet de Police à l'adresse suivante :
1, bis rue de Lutèce – 75195 PARIS CEDEX 04
- de former un **recours hiérarchique**
auprès du ministre de l'Intérieur à l'adresse suivante :
Direction des Libertés publiques et des Affaires Juridiques
Place Beauvau – 75008 PARIS
- de saisir d'un **recours contentieux**
le Tribunal administratif de Paris à l'adresse suivante :
7, rue de Jouy - 75181 PARIS CEDEX 04

Les **recours gracieux et hiérarchique** doivent être écrits, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée.

Le **recours contentieux** s'exerce pour contester la **légalité** de la présente décision. Il doit être écrit et exposer votre argumentation juridique.

Si vous n'avez pas de réponse à **vos recours gracieux et/ou hiérarchique** dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception par l'administration de votre recours, celui-ci doit être considéré comme rejeté (décision implicite de rejet).

2 - En cas de rejet (implicite ou écrit) du **recours gracieux et/ou hiérarchique**, vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour saisir le tribunal administratif d'un **recours contentieux**.

Aucune de ces voies de recours ne suspend l'application des dispositions du présent arrêté.